

2
RÉFUGIÉS : RÉPONDRE
AUX IDÉES FAUSSES

3
UNE DÉLÉGATION
À L'OUTRE-MER

4
TRACT :
FISCALITÉ



“
LA
GAUCHE
DOIT
CHANGER
”

Jean-Christophe Cambadélis adresse une « lettre ouverte à la gauche et aux écologistes ».

La gauche, c'est le camp de la transformation sociale. Elle doit le rester. La gauche aujourd'hui est fragmentée. Elle défend ses valeurs dans un monde tenaillé par l'identité, obsédé par le profit, dominé par le conservatisme. La gauche aborde en ordre dispersé les défis de son époque.

Pour être en mesure de le faire, la gauche doit changer. Face à nous, il y a le bloc réactionnaire. Droite en voie d'extrémisation et extrême droite en voie de banalisation sont en train de converger dans les têtes. Cette menace est là. Elle se nourrit aussi de notre division. Le péril réactionnaire, ce défi mortifère, nous ne pourrions pas l'affronter divisés, isolés, chacun de notre côté. La gauche a déjà perdu la bataille des cœurs et des esprits. Si elle venait aujourd'hui à manquer le tournant de l'unité et donc à perdre la bataille politique, elle perdrait la bataille de la République.

Pourtant, il ne suffira pas de s'unir à nouveau. Il faudra profondément changer, radicalement muter. Il s'agit de nous unir avec le peuple de gauche, d'aller repuiser notre légitimité et notre énergie, nos idées aussi, dans le peuple de gauche. Oui, cette alliance d'un nouveau type est une alliance populaire : la belle alliance, parce qu'elle dépasse nos propres formations. Il est temps de dépasser la gauche telle qu'elle fut.

Nous, nous voulons dépasser le Parti socialiste car nous estimons ses réponses et son organisation datées. Nous voulons participer à l'émergence d'une nouvelle gauche politique et citoyenne. Cette alliance doit se faire sans exclusive et dans le respect. Elle est ouverte à toutes les formes de collectif: partis, syndicats, associations, ONG... Elle est bien entendu ouverte à tou-te-s les citoyen-ne-s sensibles à la défense de nos valeurs républicaines, humanistes et européennes. Cette grande alliance est un grand dessein. Elle nous dépasse toutes et tous, elle a besoin de nous toutes et de nous tous. Cette belle alliance est un bel horizon pour la gauche et les écologistes, un horizon commun pour la France et le monde de demain.

Alors, militants de l'égalité, sympathisants du progrès, partisans de la social-écologie, élus de France, enfants de la République, défenseurs de la laïcité, soldats de la liberté ! Participez à ce grand combat. Le Parti socialiste va à votre rencontre. Il rencontrera aussi toutes les forces de gauche et propose dès maintenant l'ouverture d'une discussion collective pour bâtir une route commune. Il faut que chacun apporte sa pierre pour offrir un espace commun à la nouvelle gauche.

> À lire en intégralité sur le site www.parti-socialiste.fr

AG
EN
DA

24 septembre 2015

Entretiens
de Solférino avec
Daniel Cohen

2 octobre 2015

Colloque
sécurité sociales

RÉFUGIÉS : FAIRE TAIRE LES FANTASMES

Suite à l'annonce par le président de la République de l'accueil, sur deux ans, de près de 24 000 réfugiés et alors que les Français sont désormais majoritairement favorables à l'accueil des réfugiés, la droite et l'extrême-droite multiplient les contre-vérités et livrent un véritable exercice de désinformation.

Nicolas Sarkozy, président du parti Les Républicains, semble à nouveau fantasmer sur Schengen et réinventer le droit d'asile. L'ancien chef de l'État, tout en feignant de confondre politique d'immigration et politique d'asile, plaide en faveur d'une distinction entre réfugiés politiques et réfugiés de guerre, ces derniers ayant à retourner dans leur pays d'origine une fois la fin du conflit estimée. Or, il navigue entre abus de langage et fausse nouveauté. Dans les faits, le terme « *réfugié politique* » est un abus de langage : la Convention internationale de Genève de 1951 distingue plusieurs motifs de protection pour les personnes persécutées dans leur pays : politique, religieuse, ethnique ou nationale, catégorielle (appartenance à des groupes sociaux particuliers, les femmes excisées par exemple) ou sexuelle. En Europe, le statut de réfugié est étudié au cas par cas. C'est ce que fait l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) en France, offrant ainsi un titre de séjour d'une durée de dix ans.

En outre, le statut de réfugié de guerre existe déjà : une seconde

forme de protection d'origine européenne existe, la protection subsidiaire. Instituée en France depuis 2004, elle s'applique aux personnes dont la situation ne répond pas à la définition du statut de réfugié de Genève, mais qui courent un risque dans leur pays (peine de mort, risque de torture ou de traitements inhumains, civils fuyant une violence généralisée résultant d'une situation de conflit armé). Cela pourrait s'appliquer aux civils syriens par exemple. Les bénéficiaires de la protection subsidiaire sont placés sous la protection juridique et administrative de l'Ofpra.

“
NON LA FRANCE
N'EST PAS ENVAHIE.
LES DEMANDES
D'ASILE ONT DIMINUÉ
EN 2014 ET SONT
STABLES EN 2015.
”

En outre, M. Sarkozy et ses autres comparses du parti LR, ainsi que Mme Le Pen, lancés dans une surenchère extrémiste, n'ont manifestement pas toutes les données quant à la réalité de ces flux. Non, la France n'est pas envahie. Non, il n'y a pas que des hommes parmi ces demandeurs à l'asile. D'une part, les demandes d'asile en France ont diminué en 2014, elles sont stables en cette année 2015. D'autre part, selon l'Unicef,

entre le 1^{er} et le 6 septembre, sur les 10 000 migrants qui ont traversé la frontière entre la Grèce et la Macédoine, 40 % étaient des femmes et des enfants. Soit une part d'hommes de 60 %. D'après l'Unicef, la part de femmes et enfants tend par ailleurs à augmenter.

Autre mythe entretenu volontairement : les demandeurs à l'asile et les réfugiés n'auraient que pour seule volonté de bénéficier des prestations sociales et mèneraient à terme à l'effondrement de notre économie. Les demandeurs d'asile perçoivent une allocation de 11,45 euros par jour, et non 2000 euros par mois, et il faut 5 ans de résidence permanente pour pouvoir prétendre au RSA, 10 ans pour pouvoir prétendre au minimum vieillesse.

Enfin, selon plusieurs économistes, l'accueil des réfugiés aura effectivement un coût immédiat, puisqu'il faut financer les politiques d'accompagnement. Mais ce coût sera dérisoire et ne s'inscrira pas dans le long terme. Car, si à leur arrivée les réfugiés intègrent plus difficilement le marché du travail que les migrants économique, à long terme, leurs apports sont comparables. Les réfugiés, comme les autres, rapporteront une contribution nette fiscale (ils paieront plus de taxes et de cotisations sociales qu'ils ne recevront de prestations annuelles). L'immigration aurait alors un impact positif sur la croissance.

À GAUCHE, LES VALEURS DÉCIDENT DE TOUT

Au moment où la gauche se divise entre frondeurs et tenants d'une politique plus libérale, le Premier secrétaire du Parti socialiste tire la sonnette d'alarme dans son livre « *À gauche les valeurs décident de tout* » pour que la Gauche revienne à ses fondamentaux.

« *La gauche a laissé ses valeurs au bord du chemin. Tout à sa volonté du redressement économique du pays. Tout à sa démonstration que le procès de la droite en incompetence est infondé. Elle a oublié l'essentiel : à gauche les valeurs*

décident de tout. La politique a horreur du vide. Lorsqu'on ne travaille pas ses valeurs, ce sont celles des autres qui s'imposent. Depuis vingt ans, l'identité, l'insécurité, l'immigration ont pris la place de l'égalité, la liberté, la solidarité etc. »

Ce livre est une tentative de reprendre pied dans ce combat culturel, indispensable, au rapport de force idéologique, préalable au combat politique et électoral. »

> *À gauche les valeurs décident de tout*, Plon, 15,90€



AGIR POUR L'ÉGALITÉ EN OUTRE-MER



Depuis 2012, les socialistes s'attachent à ramener la République et la justice sociale au cœur des territoires ultra-marins.

Combattre la vie chère et améliorer les conditions de vie: les produits de consommation quotidienne sont en moyenne 10% plus chers que dans l'Hexagone. Dès novembre 2012, la loi de régulation économique a permis de lutter contre cette injustice : mise en place du bouclier qualité prix pour les produits de première nécessité, baisse des prix des carburants, baisse des prestations bancaires. Le plan logement Outre-Mer lancé en mars dernier et qui est maintenant déployé dans les territoires consiste à relancer la politique du logement

avec un objectif de 10 000 logements sociaux par an, neufs ou réhabilités.

Agir pour l'emploi à travers un allègement du coût du travail avec un CICE majoré à 7,5% en 2015 puis 9% en 2016 (contre 6% dans l'hexagone) et un plan d'aide à la première embauche. Le chômage touche entre 22% et 28% de la population active selon les territoires.

RENFORCER LA VISIBILITÉ

Agir pour la jeunesse avec le lancement du plan jeunesse qui propose une vision globale (éducation, formation insertion professionnelle, emploi, bien-être et sécurité) pour aider les 1 230 000 jeunes de moins de 30 ans.

Les sept fédérations ultra-marines présentes sur tous les océans sont à pied d'œuvre sur le terrain pour relayer la dynamique de justice sociale et d'égalité.

Pour le secrétariat national Outre-Mer mené par Ericka Bareigts, il s'agit également de renforcer la visibilité des Ultramarins dans l'Hexagone afin de combattre durablement le cloisonnement des thématiques ultramarines. Ainsi, elle a mis en place une délégation des Ultramarins de l'Hexagone à la tête de laquelle a été nommé José Pentoscrope.

Cette délégation, qui est avant tout un groupe de travail, est composée d'une quinzaine de membres répartis dans divers pôles : élus, jeunesse, discrimination, association et communication. Son premier événement a été organisé jeudi 17 septembre (photo ci-dessus) en compagnie de la Secrétaire nationale chargée des Outre-Mer, du Premier secrétaire et de la Ministre des Outre-Mer George Pau-Langevin. Elle réunissait une quarantaine d'élus ultramarins socialistes des territoires et de l'Hexagone motivés pour porter la voix des Ultramarins sur tout le territoire.

ET CORBYN DEVINT LE NOUVEAU LEADER TRAVAILLISTE

Après la démission d'Ed Miliband au soir de la défaite du Labour, les travaillistes de Grande-Bretagne devaient choisir un nouveau leader. Miliband qui était un peu plus à gauche que ses prédécesseurs, Gordon Brown et Tony Blair, avait quitté ses fonctions sans indiquer que le parti devait se situer plus à gauche.

Il avait au cours de son mandat conduit deux réformes au sein du parti. La première concernait les syndicats dont les adhérents doivent désormais faire la démarche de s'affilier au parti. La seconde était la modification du mode de désignation du leader en mettant en place le système « *une femme ou un homme / une voix* ».

Trois jeunes députés issus des derniers gouvernements travaillistes ou

du shadow cabinet de Miliband se sont lancés : Liz Kendall, Yvette Cooper, venant de l'aile droite du Labour, et Andy Burnham de l'aile gauche.

L'OUTSIDER ÉLU AU 1^{ER} TOUR

L'outsider était aussi le plus âgé, Jeremy Corbyn, 66 ans et élu depuis 1983 a bénéficié du soutien des syndicats et mobilisé beaucoup de citoyens. Le barbu d'Illesington, détonnait en tous points avec le style formaté de Westminster. Cible de la presse de droite et d'une partie du Labour, Corbyn incarnait finalement ce vieux Labour enterré par l'ère Thatcher qui voulait faire à son tour l'inventaire des années Blair.

Le vote a permis à 300 000 adhérents de voter à près de 60 % pour Corbyn,

élu dès le premier tour. L'événement ne laisse personne indifférent. La gauche radicale, déjà déçue d'un Alexis Tsipras qui a choisi de ne pas tourner le dos au réalisme, voit en Corbyn son nouveau prophète. Ce faisant, elle prouve que la social-démocratie est capable de se dépasser en trouvant en son sein les moyens de son renouvellement.

Le Parti socialiste français a salué l'élection de Corbyn car ce qui renforce la gauche est aussi essentiel que l'unité de la gauche. Le leader du Parti travailliste a été également invité par le Premier secrétaire du Parti socialiste à une rencontre.

À l'évidence, pour la social-démocratie européenne, une nouvelle page commence.

EN 2015, LES SOCIALISTES BAISSENT LES IMPÔTS

L'IMPÔT SUR LE REVENU BAISSE POUR 10 MILLIONS DE FOYERS FISCAUX

UN COUPLE AVEC 2 ENFANTS

avec un revenu mensuel imposable
de 3 160 euros



AVANT APRÈS

700 € 0 €

UNE RETRAITÉE VEUVE

qui bénéficie d'une 1/2 part supplémentaire
en raison d'une invalidité et dont le revenu
imposable est de 1 920 euros par mois



AVANT APRÈS

557 € 263 €

UN CÉLIBATAIRE

avec un revenu mensuel imposable de
1 400 euros



AVANT APRÈS

516 € 259 €

UN COUPLE SANS ENFANT

avec un revenu mensuel imposable de
2 680 euros



AVANT APRÈS

995 € 455 €

UN COUPLE AVEC 3 ENFANTS

avec un revenu mensuel imposable
de 4 200 euros



AVANT APRÈS

1172 € 0 €

UN RETRAITÉ

avec une pension mensuelle
de 1 400 euros



AVANT APRÈS

230 € 0 €

**POUR RAPPEL,
AVEC LA DROITE**

- Les ultrariches bénéficiaient de centaines de millions d'euros de baisse d'impôt.
- La dette de la France doublait.
- 80 000 postes d'enseignants et 12 000 postes de policiers ont été supprimés.